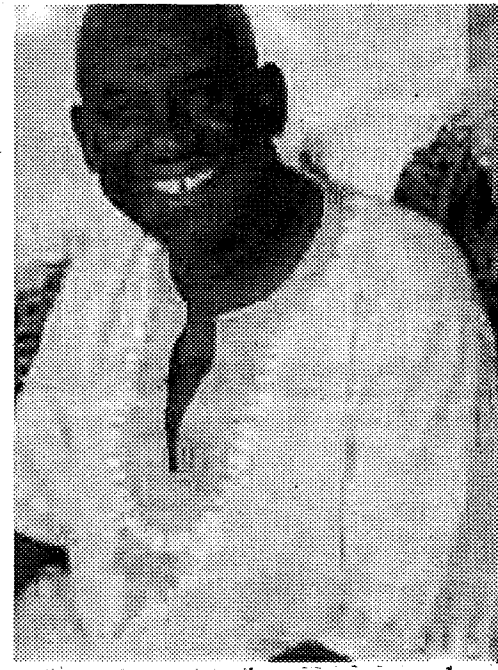
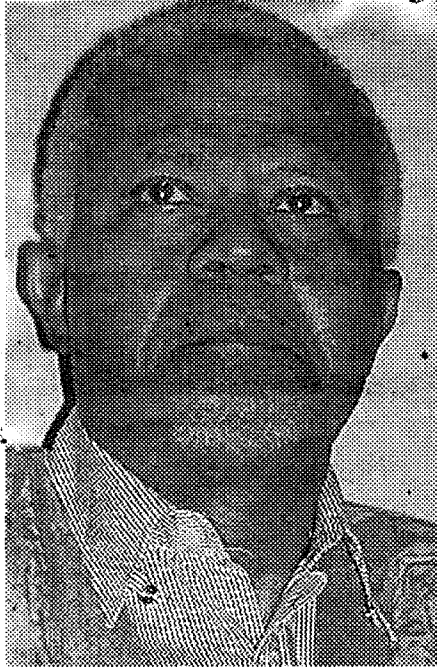


PARTI DE LA CONVERGENCE DÉMOCRATIQUE : Fin de non recevoir !

Jamais cette expression n'aura eu de sens que ce mercredi 07 avril 2004, quand les responsables de la nouvelle formation en gestation (PCD) ont tout simplement été confrontés à un refus catégorique des autorités compétentes de recevoir leur dossier de déclaration de constitution de parti. Pire, ils ont eu même des difficultés à trouver des interlocuteurs qui leur expliquent ce qu'on leur reproche. C'est après moult tergiversations que le Directeur des Affaires Politiques et des Libertés Publiques leur a signifié que leur dossier était irrecevable parce que parmi les membres fondateurs figurent des islamistes et des personnes qui ont des dossiers judiciaires en instance.



PARTI DE LA CONVERGENCE DÉMOCRATIQUE : Fin de non recevoir !

Dr Ould Horma et ses amis politiques, notamment Jemil Mansour, Diawara Gagny, député à l'assemblée nationale etc., ont commencé à faire parler d'eux tant du côté de l'Opposition que du Pouvoir surtout. En effet, "Convergence Démocratique", parti politique que Ould Horma a créé des cendres de la Coalition pour une alternance pacifique, aurait réanimé le landerneau politique national. Face à un Pouvoir méfiant, suspicieux et qui a refusé de reconnaître le parti, Ould Horma et ses principaux soutiens entendent continuer à œuvrer au sein même de leur formation tant que... Cette situation est dangereuse à tel point qu'elle est susceptible, selon les

analystes, de raviver la haine entre le Pouvoir et l'Opposition.

Ce qu'il faut comprendre c'est que certains des dirigeants du PCD s'étaient rendus au ministère de l'intérieur, des postes et

télécommunications pour déposer le dossier de déclaration de constitution d'un parti politique qui devra, d'après les dispositions juridiques, être échangé contre un récépissé qui, à lui seul, fait foi de reconnaissance.

COMMUNIQUE DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.D

Face à cet excès de pouvoir et à ce déni de droit dont vient de faire montre le régime, dans un mépris flagrant de la constitution, des lois et du peuple mauritanien, le bureau politique du Parti de la Convergence Démocratique, réuni en urgence ce dimanche 11.04.04 à 18 heures :

- Exprime sa réprobation et sa vive protestation face aux violations de la constitution et des lois par ceux qui sont censés en être les dépositaires et les protecteurs ;
- Condamne avec vigueur l'instrumentalisation de l'administration, devenue l'outil répressif et le bras armé du pouvoir contre le citoyen qu'elle est censé servir et protéger ;
- Prend à témoin l'opinion nationale et internationale du choix délibéré du pouvoir à engager le pays dans des voies à l'issue incertaine, au lieu de prôner la concorde, le dialogue et la concertation ;
- Affirme sa détermination à poursuivre sa lutte politique pour promouvoir la liberté et la démocratie en Mauritanie par les voies pacifiques et légales, se refusant à céder aux provocations du pouvoir tendant à l'engager dans une logique de violence et de confrontation.

A en croire Diawara Gagny, les minutes s'égrenaient, tandis qu'ils cherchaient le directeur des affaires politiques au MIPT qui était alors introuvable. Ensuite, ils ont, après beaucoup de peine, rencontré l'adjoint du directeur qui, a-t-il noté, a déclaré avant de filer à l'Anglaise qu'il n'était pas le responsable habilité à recevoir une telle requête. Mais, à l'attendre longuement, a-t-il précisé, il a fini par demander une audience avec le secrétaire général du MIPT, bien entendu, qui a estimé être trop occupé pour le recevoir. Pourtant, lui et ses amis continuaient d'attendre jusqu'à 16 heures où ils ont été cordialement invités par l'agent d'autorité de quitter les lieux qui furent aussitôt investis et encerclés, ont-ils fait remarquer, par la brigade de police anti-émeutes. "Nous attendons les responsables, leur disait Gagny". Aux agents d'autorité de rétorquer : "Mais il n'y a plus personne dans les bureaux à cette heure". Ils avaient raison, fait constater Gagny de sa voix rauque et résonnante, puisque tout le monde s'était tiré à notre insu. Le même jour, deux heures plus tard, Dr Horma et ses amis recevront les leaders de l'Opposition, certaines personnalités de la société civile, les présidents de syndicats, et une meute de journalistes. Prenant la parole, le vice-président

du parti a indiqué que la création de ce parti est l'aboutissement de multiples tractations entre les différentes tendances de la Cap, depuis le déroulement du dernier scrutin présidentiel. Puis il a signalé que toutes les conditions juridiques (de forme et de fond) ont été dûment remplies pour la reconnaissance du parti qui se veut représentatif de toutes les composantes sociales du pays. Et d'ajouter enfin que le parti est constitué de personnalités importantes dans l'échiquier politique national, qui sont décidées à imprimer toutes les activités dans le cadre légal afin de contribuer à la construction de la démocratie, Le 8 avril, les responsables du PCD partaient à nouveau au MIPT où ils avaient trouvé, ont-ils dit, des éléments de la garde nationale et de la police devant le portail clos, qui auraient une instruction de leur interdire l'accès. Après quelques pourparlers, un agent d'autorité, déclarent-ils, est parti prendre langue avec le directeur des affaires politiques à leur sujet. Ce dernier acceptait une seule personne parmi le groupe. Diawara Gagny fut choisi mais devait retourner vers ses amis à terme de 45 minutes d'attentes vaines. Ce fut ensuite, le président du parti, Ould Horma d'aller voir le directeur qui le reçut pour lui

Fin de non recevoir !

signifier ainsi le refus du MIPT de recevoir leur dossier et la reconnaissance du parti pour trois raisons principalement.

Selon le PCD, le MIPT estime qu'il y a la présence d'éléments islamistes au sein de sa direction, de membres ayant des affaires pendantes devant la justice et des personnes ayant fait l'objet de condamnations judiciaires.

C'est ainsi que le président du PCD, avant de repartir, a demandé à son interlocuteur de s'accorder quelques jours de réflexion pour rendre publique une telle décision, selon lui, gravissime. Il faut dire que le bureau politique qui a siégé en urgence a entériné la décision et décidé de surseoir à toute déclaration jusqu'au dimanche dernier au cours de laquelle journée, une assemblée générale du parti qui réunissait le Conseil national et le Bureau politique, a été organisée alors que le Pouvoir n'a fait jusqu'ici aucune réaction.

Comme on le présumait, la constitution de cette nouvelle

formation pose un problème délicat. Car, il faudra nécessairement retourner sur les événements politiques intervenus, étant liés, les uns aux autres, pour comprendre pourquoi tant de péripéties et pérégrinations (vaines d'ailleurs) ont été effectuées en vue de la reconnaissance du parti.

Un Niet catégorique pour un parti qui se prend au sérieux

PCD serait interdit avant même d'être née, avaient pensé nombre d'analystes. D'autant que, aux yeux des autorités nationales, il est simplement une reconstitution à l'identique de la coalition pendant l'élection présidentielle. D'abord Haidalla, Ismaél Amar, Dr Horma, qui ont écopé une condamnation avec sursis, sont, depuis leur libération, soupçonnés d'utiliser des tacts et des finesses pour retourner à la vie politique, tandis qu'ils ont perdu leurs droits civiques et politiques. Il ne fait pas de

doute que derrière le PCD, l'Etat semble voir l'ombre des principaux dirigeants de la Cap. Ensuite, on craint fort bien que le parti, après avoir été reconnu, puisse servir de cadre de retrouvaille des islamistes fondamentalistes, dont la plupart ont maille à partir avec la justice mauritanienne. Enfin, l'on sait que l'Etat a "diabolisé" les membres actifs du courant islamiste avec lesquels ses rapports sont loin d'être au beau fixe. Accepter un parti politique où les islamistes, croit-il, officient majoritairement risque de discréditer l'Etat dans la lutte contre le terrorisme international, sous les épaules des Etats Unis d'Amérique. Mais, les autorités auraient pu mettre la forme en réceptionnant le dossier de déclaration de PCD même si tout le monde savait d'avance la suite. Au lieu de refuser verbalement sans aucune notification un parti qui se prend pourtant au sérieux.